

Centre hospitalier Saint-Denis

Après le bombardement d'un camp de réfugiés à Rafah. État d'Israël assassin, Macron complice !

Macron est « indigné », la Maison blanche est « bouleversée ». Leur chien de guerre Netanyahu a reconnu une « erreur tragique ». Dès le lendemain, les bombardements ont repris sur Rafah. L'hypocrisie de ces criminels de guerre n'a d'égale que l'effroi et la révolte ressentis par les millions de travailleurs qui ont vu les vidéos de Rafah. Les États-Unis sont les principaux fournisseurs d'armes à Israël. La France fait sa part aussi. Une forme de solidarité naturelle entre deux États colonialistes. Ça ne peut plus durer : de Gaza à Nouméa, il est fini le temps des colonies !

76 ans de massacres, de colonisation et d'apartheid

Dimanche 26 mai, au moins 45 Palestiniens ont été tués par un bombardement dans leur sommeil. Ces familles avaient rejoint ce que l'armée israélienne avait désigné comme une « zone humanitaire », un camp de réfugiés. Dans un premier temps, l'armée israélienne a menti en prétendant que ces frappes ciblaient un quartier général du Hamas.

Mais qui peut croire que les 36 000 Palestiniens tués par des frappes israéliennes depuis le 7 octobre étaient des combattants du Hamas ? Comment ne pas voir, après sept mois d'opérations militaires, qu'il s'agit d'un nettoyage ethnique du peuple palestinien, prélude à une nouvelle phase de la colonisation ?

Les Palestiniens de Gaza sont pour la plupart des réfugiés, ou des enfants de réfugiés, soumis au blocus. Ils ont été contraints de s'entasser dans ce petit territoire à mesure que l'État d'Israël détruisait leurs villages et volait leur terre. Tout le nord a été pilonné par les bombes depuis le 7 octobre, la population a été envoyée par l'armée israélienne pour « s'abriter » dans ce petit bout surpeuplé du sud de l'enclave... que l'armée israélienne bombarde désormais !

L'impuissance du droit international

La Cour internationale de justice (CIJ) a alerté sur le risque de génocide et ordonné l'arrêt de l'offensive contre Rafah. Le procureur de la Cour pénale internationale a demandé que des mandats d'arrêt soient émis contre Netanyahu et son ministre de la Défense. L'ONU appelle à un cessez-le-feu. Trois pays européens, l'Irlande, la Norvège et l'Espagne, ont reconnu l'État de Palestine. Mais le génocide continue.

Ce n'est pas le droit international qui gouverne le sort des peuples, mais la loi du plus fort dans la concurrence

capitaliste. L'État d'Israël est un des sous-traitants de la domination occidentale dans la région stratégique du Moyen-Orient, aux côtés de la dictature égyptienne et de la monarchie saoudienne. Il bénéficiera toujours du soutien inconditionnel des puissances occidentales, y compris pour ses pires exactions. Face à ces intérêts capitalistes, les résolutions de l'ONU ne pèsent pas plus lourd que le papier sur lesquelles elles sont imprimées..

Travailleurs de tous les pays : solidarité avec les Palestiniens

Il n'y a pas d'issue en comptant sur les institutions. Mais il n'y a pas de fatalité. Si l'indignation qu'ont ressentie les jeunes et les travailleurs du monde entier après les frappes sur Rafah se transforme en révolte et en mobilisation, il deviendra possible d'empêcher les grands groupes capitalistes et les États à leur service de continuer à soutenir les massacres de l'État d'Israël. Lundi 27 mai au soir, des manifestations spontanées ont éclaté dans de nombreuses villes du monde. Plus de 10 000 personnes, principalement des jeunes de milieu populaire, se sont réunies à Paris malgré l'interdiction de manifester, et des dizaines de milliers dans d'autres villes de France. Oui, la jeunesse peut bousculer les grandes puissances, en se montrant en nombre dans la rue. Et les travailleurs ont les moyens, par leurs grèves, d'empêcher les envois d'armes, le commerce avec l'État d'Israël, et le monde capitaliste de continuer son « business as usual » pendant le génocide.

Les capitalistes ont les milliards, mais nous sommes des millions, urgence révolution !

Mercredi 29 mai 2024

Travailleur.euse, suis-nous pour t'engager ou plus d'informations :

SITE WEB <http://npa-revolutionnaires.org/> **YOUTUBE** @Revolutionnaires_journal **INSTAGRAM** @npa.revo

ÇA CHAUFFE À L'INSTITUT GUSTAVE ROUSSY !

Depuis le 3 mai, les aides-soignantes et auxiliaires de puér de l'Institut Gustave Roussy de Villejuif se mobilisent pour une prime de 3 000 euros, que le reste du personnel touche car officiellement « en tension ». Comme si les aides-soignantes et auxiliaires de puér ne l'étaient pas ! Et comme si l'hôpital manquait de cadres, qui pourtant eux touchent la prime ! La direction cherche à négocier en proposant une prime de 1 000 euros seulement, mais les grévistes sont déterminées à aller jusqu'au bout, malgré la trahison de responsables syndicaux qui ont retiré le préavis de grève dans le dos des grévistes : 3 000 ou rien. L'objectif reste d'amplifier le mouvement. La voie à suivre !

GUINGAMP : GRÈVE DU PERSONNEL DE NUIT

Le personnel de nuit de l'hôpital de Guingamp a fait grève mardi 14 mai après-midi, à l'appel de la CGT. Les grévistes dénoncent et s'opposent à de nouvelles règles de gestion du temps de travail, imposées par la direction, qui auront pour conséquence une réduction du temps de repos. Elles souhaitent conserver l'organisation actuelle jugée plus protectrice de leur santé et permettant un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Mais ces considérations ne semblent pas être la priorité de la direction, qui ne cherche qu'à augmenter le temps de travail ! Face au refus systématique de la direction d'entendre la parole des soignantes, une seule solution : la grève !

ET LES SALAIRES ?

Les salaires sont en berne à l'hôpital. Alors que les entreprises du CAC 40 annoncent des bénéfices record et que le PDG de Stellantis va gagner l'équivalent de 100 000 euros par jour, nos salaires n'ont augmenté que de 1,5 % cette année, bien loin des augmentations des produits de première nécessité. Il faut 300 euros d'augmentation pour tous et pas un salaire de moins de 2 000 euros !

DES SOUS POUR LA SANTÉ

Le 3 juin est prévue une journée de grève dans le secteur privé de la santé. Une enveloppe de 80 millions euros a été promise par le gouvernement pour des revalorisations salariales. À la bonne heure ! Mais là où ça coince, c'est que les patrons du privé râlent sur « le manque à gagner » de 500 millions d'euros. En effet, même l'enveloppe supplémentaire spécifique pour le privé ne permet pas de compenser les pertes, et cela fera augmenter la tarification.

La santé n'est pas une marchandise, il faudrait se battre pour que rien ne soit fait sur le dos des soignants et des patients. Mais ça ... Ce sera le jour où l'accès aux soins sera vraiment considéré comme un droit fondamental, et non pas comme l'énième rouage d'un système qui ne marche qu'au profit : le capitalisme.

LES CADEAUX DE MACRON AUX SUPER-RICHES

Lorsqu'il a supprimé l'ISF en 2018, Macron jurait que c'était pour « l'investissement en direction de l'économie réelle, de la recherche, des usines, de la production », bref « une réforme pour produire, pas un cadeau pour les plus fortunés ». Six ans plus tard le bilan est accablant. Non seulement la Cour des comptes dit n'avoir vu aucun « ruissellement » de cette richesse vers l'économie réelle mais, selon le Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital, cela représente chaque année un manque à gagner de 4,5 milliards d'euros pour les finances publiques.

ATTAL GRATTE LE MOINDRE EURO SUR LE DOS DES CHÔMEURS

Un aspect passé sous silence dans les dernières annonces du gouvernement : la mensualisation à 30 jours des allocations chômage. Jusqu'ici, le montant des allocations perçu était différent selon le nombre de jours dans le mois. Demain, après cette énième réforme, les allocations seront mensualisées sur 30 jours, quelle que soit la durée réelle du mois. Résultat : c'est six jours d'allocations en moins et 950 millions économisés sur trois ans ! Ce gouvernement ne recule devant rien, pas même ce genre de bassesses pour faire les poches à ceux qui sont déjà privés d'emploi.

JO : NOUS AUSSI ON VEUT RAMENER L'OR A LA MAISON !

Le 14 mai, 100 à 150 salariés se sont rassemblés devant la direction de l'AP-HP pour réclamer une prime de 2 000 euros pour tous les personnels qui travailleront pendant les JO. Nous savons tous que la période d'été est déjà très difficile dans les services. Alors aucune confiance à avoir dans la direction qui prétend que tout va bien se passer pendant les JO, alors que notre département est au cœur

des Jeux ! Nous aussi mobilisons-nous : à l'AP-HP comme au CHSD : 2 000 euros pour toutes et tous sans conditions !

ALL EYES ON RAFAH

Dimanche soir, l'armée israélienne a perpétré un nouveau massacre en ciblant un centre pour personnes déplacées géré par l'agence de l'ONU pour les réfugiés, à Rafah. Au moins 45 tués, 250 blessés. Beaucoup de personnes ont péri brûlées vives dans ce campement de tentes, les incendies n'ayant pas pu être éteints par manque d'eau. Comme d'habitude, les autorités israéliennes ont affirmé qu'elles visaient « un quartier général du Hamas ». Les images, insoutenables, ont poussé des dizaines de milliers de personnes à manifester partout hier en France – plus de 10 000 à Paris – en solidarité avec le peuple palestinien, dénonçant l'État d'Israël et la complicité du gouvernement français dans le génocide qui se déroule au nom de la stabilisation des intérêts des grandes puissances dans la région. Le dernier bilan fait état d'au moins 36 050 Palestiniens tués.

